

Questions orales

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je ne demande pas mieux que d'expliquer ce problème important à la députée. Plus tôt cette année, le *Skills Training Advisory Committee* de Hamilton-Wentworth s'est rendu compte que 40 p. 100 des étudiants de ce collège venaient de l'extérieur de cette localité, et que 50 p. 100 des diplômés trouvaient des emplois dans leur spécialisation ailleurs.

Il a constaté également qu'il existait d'autres besoins prioritaires en matière de formation. Le comité a prévenu le collègue Mohawk qu'il réduirait le montant de ses achats directs au cours de la présente année. Il a demandé à la province de subventionner à l'avenir la formation dans le cadre du programme d'apprentissage, mais la province a refusé.

ON DEMANDE D'ACCROÎTRE LE FINANCEMENT

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, la ministre est sans doute étonnée d'apprendre que la ville de Hamilton sert de pivot à la région de Niagara et qu'elle devrait à ce titre bénéficier de subventions en conséquence. La chose n'étonne pas les députés libéraux qui s'évertuent à faire conserver ce campus.

Je rappelle à la ministre qu'on y trouve le deuxième centre en importance de formation professionnelle et technique en Ontario. La ministre sait que la province connaît une grave pénurie de travailleurs qualifiés ayant bénéficié d'une formation professionnelle. Hier, je me suis entretenue avec les membres du conseil des gouverneurs qui m'ont appris qu'on est sur le point de mettre un terme à ce que l'ancien ministre a qualifié de l'un des meilleurs programmes offerts en Ontario.

La ministre envisagera-t-elle d'augmenter les subventions, bloquées depuis trois ans par suite de la réduction de 32 p. 100 imposée par son gouvernement d'un bout à l'autre du pays pour le financement destiné au recyclage professionnel?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je signale tout d'abord que nous n'avons pas réduit nos subventions dans le domaine. Comme le sait la députée, on a apporté des changements au chapitre de la classification.

Le Programme canadien de planification de l'emploi prévoit l'apport des conseils consultatifs régionaux.

Mme Copps: Non, ce n'est pas le cas.

Mme McDougall: C'est ce qu'on nous a conseillé de faire. Si la question inquiète tant la députée, elle devrait en discuter avec ses collègues provinciaux. Le gouvernement de l'Ontario leur a refusé sa participation au financement de l'enseignement postsecondaire.

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—LES CONTRATS D'ACHATS FÉDÉRAUX

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Approvisionnement et Services. Même si on sait que l'Ouest a été négligé année après année sous les gouvernements libéraux, admettra-t-il que, sous le gouvernement conservateur, le pourcentage réel de marchés adjugés par l'État aux fournisseurs de la Colombie-Britannique a baissé en 1986 et encore en 1987? Autrement dit, la répartition géographique des marchés adjugés par Approvisionnement et Services est devenu de moins en moins équitable chaque année sous le gouvernement conservateur.

L'hon. Otto Jelinek (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le Président, j'avais beaucoup de respect pour le député; cependant, à cause des remarques irréfléchies qu'il a faites au cours des six derniers mois, je n'ai plus de respect pour lui, et ses électeurs non plus. Nous verrons ce qui arrivera aux prochaines élections.

M. Broadbent: Il n'a pas répondu à la question.

M. le Président: Le ministre voudra peut-être répondre à la question.

M. Jelinek: Monsieur le Président...

Mme Copps: Demandez aux travailleurs de la chaussure à Oakville ce qu'ils pensent du respect.

M. Jelinek: La grande gueule de Hamilton-Est, la reine des remarques irréfléchies, fait encore des siennes.

M. Axworthy: Vous éludez la question.

M. le Président: Je demanderais aux députés d'avoir un peu plus de respect pour leurs collègues.

LE POURCENTAGE DES CONTRATS

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, en 1987, la population de la Colombie-Britannique correspondait à 11,4 p. 100 de la population canadienne, et cette province obtenait 4,1 p. 100 des marchés d'Approvisionnement et Services.

Le ministre a induit la Chambre en erreur tout à l'heure quand il a dit que les choses s'amélioreraient. Le ministre des Approvisionnement et Services voudrait-il confirmer, sans faire de digression, que, en 1985, la proportion de marchés que son ministère a accordés à la Colombie-Britannique était inférieure à celle de 1984, et qu'elle a encore baissé en 1986 et en 1987?

Le ministre voudrait-il simplement dire que c'est exact?

M. Axworthy: Car c'est exact.

L'hon. Otto Jelinek (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le Président, je répète ce que j'ai répondu à la députée de Capilano. En dollars...